

# **POLITIQUE | LA SOCIÉTÉ CIVILE**

## **A-T-ELLE UNE CHANCE ?**



**Défiance contre les élites et les partis politiques, inquiétude sur l'avenir, vote protestataire, abstention massive, non-inscription sur les listes électorales, recherche de moyens alternatifs de faire entendre sa voix : face à ces nouvelles réalités de la « désinstitutionnalisation », qui ont en commun le rejet de plus en plus fort de la sphère politique et institutionnelle traditionnelle par les Français, il convient de ne plus en rester au simple constat et à la déploration facile... Il faut au contraire rechercher les formes nouvelles que doit prendre l'engagement politique et s'interroger sur la pertinence et l'opportunité des offres alternatives en train d'émerger.**

**Dit autrement : la société civile a-t-elle une chance ? Les Français sont-ils prêts à faire confiance et à voter pour des personnes issues de la société civile, qui ne sont pas des professionnels de la politique ? Les jugent-ils crédibles pour débloquer le système institutionnel ? Les jugent-ils capables d'exercer le pouvoir ? Se sentent-ils mieux représentés par des personnalités issues du monde de l'entreprise, du monde associatif, des mouvements sectoriels apparus dans le paysage public, etc. ?**

**Le sondage exclusif Institut Thomas More-20 Minutes, réalisé par OpinionWay à l'occasion des élections municipales (23 et 30 mars 2014), apporte des réponses inédites à ces questions et permet de mieux appréhender la manière dont les Français, dans leur quête d'une démocratie renouvelée, envisagent la participation de la société civile à la vie politique. Décryptage.**

## | Défiance à l'égard des élites, doutes sur l'avenir et « désinstitutionnalisation »

L'une après l'autre, les enquêtes d'opinion sanctionnent le rejet des Français à l'égard de leurs responsables politiques et plus globalement de l'ensemble de la sphère institutionnelle, administrative, médiatique, etc. La France « d'en bas » serait en train de « faire sécession » et la méfiance qu'elle nourrit à l'égard des élites constituerait le nouveau « bruit de fond du monde contemporain » (1). De fait, les chiffres sont impressionnants : 87% des Français considèrent que les responsables politiques ne se préoccupent que peu ou pas du tout de ce qu'ils pensent ; 89% d'entre eux n'ont pas confiance dans les partis politiques ; 77% dans les médias et 72% dans les syndicats ; 60% n'ont confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays (2).

Ce rejet des élites participe largement à nourrir les doutes et l'inquiétude des Français quant à leur avenir collectif : 85% d'entre eux pensent que la France est en déclin ; 72% pensent que les jeunes auront moins de chance que leurs parents de réussir (3) ; 69% pensent que la démocratie française ne fonctionne pas bien – contre 50% il y a 4 ans (4).

Ces quelques chiffres témoignent de l'ampleur du malaise ressenti par les Français et suffisent à expliquer la « société de défiance » (5) qui caractérise la France d'aujourd'hui. Quarante années de lent déclin, d'échec économique – avec une croissance structurellement faible et un chômage structurellement élevé (6) –, de réformes qui ne changent rien, de promesses non tenues – tout cela malgré les alternances politiques –, ont largement prévenu les Français contre leurs élites.

Cette défiance à l'égard des institutions et des représentants du monde institutionnel produit un mouvement de « désinstitutionnalisation » qui prend forme à la fois :

- à l'intérieur du champ politique, avec la montée et l'installation du vote protestataire, une abstention massive, un mouvement croissant de non-inscription ou de non-réinscription sur les listes électorales (7), etc. ;
- et à l'extérieur, avec des Français qui cherchent ailleurs des formes d'engagement politique ou sociétal : qu'on pense aux succès, ces derniers mois, de la Manif pour tous, du mouvement des « bonnets rouges » ou de Dieudonné, qui expriment, de manières différentes bien sûr mais hors du champ institutionnel, des revendications fortes, et parfois radicales, de nombreux citoyens).

Face à ces mouvements en cours, qui modifient profondément le rapport des Français à la politique, il convient de s'interroger sur la pérennité des formes traditionnelles de la pratique politique (en premier lieu les partis) et la pertinence et l'opportunité d'offres politiques alternatives.

## | Un large rejet des partis et de la professionnalisation de la vie politique

Alors que la V<sup>e</sup> République avait été fondée en 1958, dans un contexte de blocage institutionnel dangereux pour le pays, par opposition au « régime des partis », force est de constater que les partis sont considérés aujourd'hui par les Français comme des facteurs bloquants de la vie démocratique et du renouvellement des élites. On a rappelé plus haut la puissante défiance des Français leur égard.

Ils sont en effet **72% à considérer que les partis favorisent une professionnalisation de la vie politique et ne permettent pas le renouvellement des élus** – ce chiffre s'élève à 76% à Paris et en région parisienne et à 80% chez les cadres et les professions intellectuelles supérieures. D'où vient un tel jugement ? Incontestablement du fait que les Français considèrent de plus en plus que les responsables politiques s'organisent en caste à part et qu'ils les jugent corrompus à 65%, principalement soucieux de leurs intérêts personnels à 84% et peu préoccupés par ce que pensent les gens comme eux à 88% (8).

Et ils réclament très clairement que soit mis fin à cet « entre-soi des élites », puisqu'ils sont **85% à considérer que les élus devraient être des citoyens issus de la société civile** et qui à un moment dans leur parcours professionnel s'engagent pour apporter leurs convictions et expertises – ce chiffre monte à 91% chez les chômeurs.

Ils sont également largement séduits par l'hypothèse de listes issues de la société civile : **91% pensent que des listes créées en dehors des partis seraient une bonne chose**. Ces éléments appellent, s'il en était besoin, les élus et les partis à un puissant travail de renouvellement et de relégitimation s'ils veulent retrouver la confiance des Français.

## | Le maire, figure appréciée mais dont l'efficacité est en décalage avec les principales préoccupations des Français

Cela est bien connu, le maire est le personnage politique dans lequel les Français ont le plus confiance : 61% d'entre eux l'affirmaient encore en décembre 2013 – en progression de 4 points en un an (9).

Il faut d'abord noter qu'il est bien connu de ses concitoyens : **80% d'entre eux connaissent son nom** – 84% en zone rurale et 75% à Paris et en région parisienne (10). Acteurs de proximité, souvent confrontés de près aux difficultés concrètes des gens, les maires échappent largement aux accusations d'éloignement qui frappent les autres acteurs politiques.

Les maires sont par ailleurs reconnus bons gestionnaires, proches des gens et ayant apporté par leurs actions et leurs projets un fort dynamisme à leurs communes : **68% des Français qualifient leur maire de bon gestionnaire** – 72% des sympathisants de gauche et autant des sympathisants de droite) ; **61% des Français considèrent leur maire comme proche des gens** – 76% en zone rurale et 59% à Paris et en région parisienne ; **57% des Français apprécient le dynamisme de leur commune apporté par leur maire** – 60% chez les CSP+ et 55% chez les CSP-.

Satisfaisante pour une majorité de citoyens, l'action du maire est considérée comme efficace notamment en matière de vie culturelle, d'aménagement ou de cadre de vie : **62% des Français sont globalement satisfaits de l'action de leur maire** – 69% parmi les sympathisants de gauche, 58% parmi ceux de droite, 72% chez les 18-24 ans mais uniquement 58% chez les 65 ans et plus ; les maires ont été particulièrement **efficaces dans les domaines des animations et la vie culturelle (24%), de l'aménagement et de l'urbanisme (24%) ou encore du cadre de vie et de l'environnement (23%)** ; en revanche, **les domaines les moins satisfaisants concernent le stationnement (23% jugent leur maire inefficace dans ce domaine), la circulation (20%) ou encore la maîtrise de la fiscalité (19%)**.

Mais au final, et de manière extrêmement intéressante, cette efficacité paraît en décalage avec les principales préoccupations des Français : **32% d'entre eux considèrent le développement économique comme le sujet dont il faudrait s'occuper en priorité dans la commune** – 29% parmi les sympathisants de gauche, 38% parmi ceux de la droite ; **29% citent à ce propos la maîtrise de la fiscalité** – 29% chez les 25-49 ans, 33% chez les plus de 50 ans ; **25% mettent l'accent sur la sécurité** – 13% en zone rurale, 33% dans les villes de 20 000 à 100 000 habitants et 23% à Paris et en région parisienne.

## | La société civile : une opportunité et même une évidence

Si, comme on l'a vu, le rejet à l'égard des élites politiques est massif, les Français continuent de s'intéresser globalement à la politique : ils sont 57% à marquer un intérêt pour elle (11). C'est donc que c'est bien l'offre qui leur est proposée aujourd'hui qui ne les satisfait pas. On peut affirmer sans risque qu'ils sont en attente de messages et de discours enfin nouveaux. Mais quel accueil réserveraient-ils à des offres alternatives ?

Il est vrai que le recours à la société civile en politique fait figure de vieille lune... et que l'hypothèse fait souvent sourire les responsables en place qui s'interrogent sur la crédibilité des candidats de la société civile. Mais, à la lumière des chiffres présentés ici (et ailleurs), sont-ils si sûrs de la leur ?

En tout cas, de leur côté, les Français marquent leur préférence : **aujourd'hui, pour se faire entendre, défendre leurs intérêts et leurs convictions, ils sont 43% à se tourner vers les associations, 26% vers les personnalités de la société civile (chefs d'entreprises, responsables associatifs, intellectuels, artistes, etc.), 21% vers des mouvements temporaires et seulement 18% vers les élus politiques.** Derrière les réseaux sociaux (20%) et à égalité avec les syndicats, les responsables politiques sont les derniers auxquels pensent les Français quand ils veulent se faire entendre...

Dès lors, la présence de personnalités de la société civile en politique est-elle inconcevable ? Sans doute pas puisque, comme on l'a déjà indiqué plus haut, 91% des Français pensent que des listes créées en dehors des partis seraient une bonne chose. Et à l'approche des élections municipales, **ils déclarent qu'élire dans leur commune un maire qui ne fait pas partie des grands partis traditionnels mais vient de la société civile serait : possible pour 86% ; une bonne solution pour favoriser une gestion efficace pour 81% ; courageux pour 78%** (69% en zone rurale et 81% à Paris et en région parisienne).

Du succès d'estime au passage à l'acte, il y a évidemment un pas. Les Français sont-ils prêts à le franchir ? Mis en situation de voter, **81% d'entre eux se verraient enthousiastes (16%) ou intéressés (65%) si une liste issue de la société civile et composée de non-professionnels de la politique voyait le jour dans leur commune.**

Nourrie par le rejet massif de la classe politique traditionnelle (partis et professionnels de la politique), séduite par l'idée d'un renouvellement en profondeur de la vie politique, **la demande concernant la société civile et son investissement dans la politique est donc à la fois réelle et structurée.** Une opportunité s'offre à ses représentants de prouver leur crédibilité et aux électeurs d'adresser un message fort aux partis et aux élites politiques en faveur d'un vrai renouvellement. Les

résultats de Charles Beigbeder aux élections municipales à Paris, de Pape Diouf à Marseille, des listes parrainées par le mouvement « Nous, Citoyens » et des centaines de listes issues de la société civile à travers la France, permettront de mesurer si une nouvelle page politique est bel et bien, comme il faut l'espérer, en train de se tourner.

## | Notes

- (1) Michel Maffesoli, *Les nouveaux bien-pensants*, avec H. Strohl, éditions du moment, 2013.
- (2) *Baromètre de la confiance politique*, sondage OpinionWay pour le Cevipof, janvier 2014.
- (3) *Fractures françaises*, sondage Ipsos pour *Le Monde*, France Inter, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, janvier 2014.
- (4) *Baromètre de la confiance politique*, *op. cit.*
- (5) Lire les travaux de Pierre Cahuc sur le sujet : *La Société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit*, avec Yann Algan, Éditions de l'École normale supérieure, rue d'Ulm, 2007 et *La Fabrique de la défiance... et comment s'en sortir*, avec André Zylberberg et Yann Algan, Éditions Albin Michel, 2012.
- (6) Le chômage n'est jamais redescendu sous la barre des 7% depuis 1978...
- (7) 3 millions d'électeurs potentiels, soit 7% du corps électoral, ne seraient aujourd'hui pas inscrits sur les listes électorales. Voir Terra Nova, *Contre la crise démocratique, moderniser l'exercice du droit de vote*, décembre 2013.
- (8) *Fractures françaises*, *op. cit.*
- (9) *Baromètre de la confiance politique*, *op. cit.*
- (10) Mais le chiffre tombe à 68% si la même question est posée pour le maire d'arrondissement.
- (11) *Baromètre de la confiance politique*, *op. cit.*

**L'auteur** | Jean-Thomas LESUEUR est délégué général de l'Institut Thomas More.